

Brochure n° 3121

Convention collective nationale

IDCC : 1536. – **DISTRIBUTEURS CONSEILS HORS DOMICILE**

**(Bières, eaux minérales et de table,
boissons gazeuses ou non gazeuses,
boissons aux jus de fruits, sirops,
jus de fruits, boissons lactées et gaz carbonique)**

AVENANT N° 2006-1 DU 2 JANVIER 2006

**RELATIF AU RÉGIME D'INAPTITUDE
À LA CONDUITE OU AU PORTAGE**

NOR : *ASET0750318M*

IDCC : 1536

Entre :

La fédération nationale des boissons (FNB),

D'une part, et

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération du commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation,
des tabacs et services annexes (FGTA) FO ;

La fédération agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés de la convention collective nationale des distributeurs conseils hors domicile ont réexaminé la garantie inaptitude à la conduite ou au portage prévue par l'accord du 12 février 2001 étendu par arrêté du 11 juin 2002 au profit des catégories de salariés non cadres définies à l'article 2 du présent accord.

Considérant l'utilité sociale de ce régime, les partenaires sociaux ont souhaité le maintenir et le faire évoluer selon les modalités décrites au présent accord.

En conséquence, à sa date d'effet, le présent accord remplace les dispositions antérieures (l'accord du 25 janvier 1991, l'avenant n° 91-2 du 2 juillet 1991, étendu par arrêté ministériel en date du 26 octobre 1991, l'avenant n° 96-2 du 8 février 1996 étendu par arrêté ministériel du 16 octobre 1996 et l'accord du 12 février 2001 étendu par arrêté ministériel du 11 juin 2002).

Le présent accord a pour objet de définir le régime de prévoyance destiné à couvrir les risques d'incapacité à la conduite ou au portage pour raisons médicales des catégories de personnel des entreprises visées par la convention collective nationale des distributeurs conseils hors domicile.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des distributeurs conseils hors domicile.

Article 2

Catégories de personnel bénéficiaire

Peuvent bénéficier du régime incapacité à la conduite ou au portage les catégories de personnel suivantes :

Les salariés affectés à la conduite de véhicules nécessitant la possession du permis C, C 1 ou D.

Les salariés titulaires d'un contrat à durée indéterminée appartenant aux classifications suivantes :

- personnel ouvrier, coefficient inférieur à 200, dans toutes les filières :
 - entrepôt ;
 - livraison ;
 - tirages-pression et enseigne ;
 - production ;
- et exclusivement l'emploi vendeur-livreur moins de 3,5 tonnes, coefficient 170, dans la filière commerciale.

Article 3

Risques couverts

Le régime de prévoyance couvre les risques d'incapacité à la conduite ou au portage pour raisons médicales.

L'incapacité doit avoir entraîné la perte de l'emploi de conduite ou de portage soit par retrait du permis de conduire pour une durée indéterminée, soit par déclaration d'incapacité à la conduite ou au portage par le médecin du travail sans que le salarié ait fait pour autant l'objet d'une décision de retrait du permis de conduire.

A la date de la reconnaissance de l'incapacité à la conduite ou au portage par un médecin expert ou par un médecin arbitre, les salariés doivent justifier :

- d'être âgés d'au minimum 50 ans ;

- pour les chauffeurs-livreurs, d'une ancienneté minimale de 15 ans dans un des emplois de conduite définis à l'article 2 dans une ou plusieurs entreprises ;
- pour les autres catégories de salariés visées à l'article 2, d'une ancienneté minimale de 15 ans dans une ou plusieurs entreprises relevant de la convention collective nationale des distributeurs conseils hors domicile.

Sont exclus les risques d'incapacité à la conduite ou au portage résultant du fait volontaire du salarié.

La demande de prise en charge est présentée par l'entreprise ou par le salarié lui-même.

Article 4

Reconnaissance de l'incapacité à la conduite ou au portage

Un médecin expert choisi sur la liste des médecins agréés auprès des tribunaux est seul habilité à statuer sur la prise en charge, dans le cadre du présent régime, des salariés satisfaisant aux 2 conditions de l'article 3, considérés comme définitivement incapables à la conduite ou au portage.

En cas de désaccord entre l'organisme assureur et le salarié, les 2 parties désignent un médecin arbitre dont la décision est définitive. A défaut d'accord sur la désignation du médecin arbitre, la partie la plus diligente demandera au président du tribunal d'instance de procéder à cette désignation.

Article 5

Durée de versement des prestations

La date d'ouverture des droits à prestations est fixée au 1^{er} jour du trimestre civil au cours duquel est effectué le constat d'incapacité à la conduite ou au portage. Cette date ne pouvant en aucun cas être antérieure à la date d'adhésion de l'entreprise au régime.

Les prestations sont versées tant que le salarié est en situation d'incapacité à la conduite ou au portage, et au plus tard jusqu'à la date où intervient :

- soit l'ouverture des droits à taux plein de la pension vieillesse du régime général ;
- soit la prise en charge par le régime UNEDIC dans le cadre d'une garantie analogue à la garantie de ressources ;
- soit la reprise d'une activité professionnelle dans un emploi de conduite ou de portage ;
- soit enfin la cessation de la cause d'incapacité ayant entraîné la perte de l'emploi de la conduite ou de portage.

Et en tout état de cause, le droit à prestations cesse au 60^e anniversaire du salarié.

Article 6

Montant des prestations

Le montant de la prestation est fonction de la situation du bénéficiaire après la perte de son emploi, de ses ressources et de son âge.

La prestation est calculée sur la base de la moyenne des rémunérations totales brutes, hors frais professionnels, que le salarié a ou aurait perçues au cours des 12 derniers mois précédant la date de reconnaissance de l'incapacité.

Le montant maximum de la prestation dépend de l'âge du bénéficiaire à la date d'ouverture des droits à prestations :

- bénéficiaire âgé de moins 55 ans : 25 % de la base pendant 2 ans, 35 % ensuite ;
- bénéficiaire âgé de 55 ans et plus : 25 % de la base pendant 3 ans, 35 % ensuite.

La prestation est versée directement au bénéficiaire trimestriellement à terme échu.

Lorsque le salarié inapte à la conduite ou au portage et bénéficiaire du régime est reclassé dans l'entreprise, ou lorsqu'il perçoit une indemnisation de la sécurité sociale (indemnités journalières ou rente), ou des ASSEDIC et éventuellement d'un contrat de prévoyance collective, le montant de la prestation versée ne peut être supérieur à la différence entre :

- d'une part, 90 % du montant brut, hors frais professionnels, de la rémunération totale revalorisée (sur la base du taux d'évolution du salaire moyen mensuel de la catégorie professionnelle concernée) que l'intéressé aurait perçue au titre de l'ancien emploi de conduite ou de portage ;
- d'autre part, selon le cas, soit le montant brut de la rémunération perçue au titre du nouvel emploi, hors frais professionnels, soit la somme des indemnités de la sécurité sociale ou des ASSEDIC et du contrat de prévoyance collective.

L'application du présent accord ne peut conduire à un cumul de ces dispositions avec toute autre disposition résultant d'un accord individuel ou collectif ayant pour objet de couvrir le risque d'incapacité pour raisons médicales ayant entraîné la perte de l'emploi de conduite des salariés des entreprises relevant de la convention collective nationale des distributeurs conseils hors domicile.

Article 7

Revalorisation

Les prestations versées en cas d'incapacité à la conduite ou au portage sont revalorisées annuellement sur la base de l'évolution du point ARRCO.

Article 8

Cotisations

A compter du 1^{er} janvier 2006, le taux de cotisation inhérent à la garantie incapacité à la conduite ou au portage est de 0,40 % du salaire brut réparti à raison de 60 % à la charge de l'employeur et 40 % à la charge du salarié.

Les partenaires sociaux s'engagent à se réunir courant 2006 pour examiner le compte de résultat du régime. Au vu de ce compte et des résultats déjà constatés, le taux de cotisation de 0,40 % sera soit maintenu, soit augmenté et prend effet le 1^{er} janvier 2007.

Le paiement des cotisations est trimestriel à terme échu.

Les cotisations au régime sont assises sur l'ensemble des rémunérations totales brutes, hors frais professionnels.

En cas d'emploi à temps partiel, les cotisations et les prestations sont basées sur la rémunération correspondante.

Article 9

Désignation de l'organisme assureur

ISICA Prévoyance (Institution nationale de prévoyance des salariés des industries et des commerces alimentaires), institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, 26, rue Montholon, 75305 Paris Cedex 9, est désignée comme organisme assureur de la garantie visée au présent accord.

La collecte des cotisations et le versement des prestations correspondant à la garantie susvisée sont confiés à ISICA Prévoyance. Les modalités d'organisation de la mutualisation des risques couverts par le présent accord seront réexaminées par la commission paritaire nationale au cours d'une réunion, et ce dans un délai de 5 ans à compter de la date d'effet du présent accord, conformément aux dispositions de l'article L. 912-1 du code de la sécurité sociale.

La commission se réunit au moins 1 fois par an pour examiner les résultats du régime de prévoyance ainsi que toutes statistiques ou éléments concernant ce régime dont elle pourrait avoir besoin.

Article 10

Date d'effet

Le présent accord prend effet au 1^{er} janvier 2006.

Article 11

Clause de sauvegarde

Par exception et sous réserve des dispositions de l'article L. 912-1, 2^e alinéa, du code de la sécurité sociale, les entreprises ayant souscrit antérieurement à la date d'effet du présent accord un contrat de prévoyance au profit de leurs salariés tels que définis à l'article 2, assurant cette garantie à un niveau strictement supérieur à celui prévu à l'article 3 du présent accord et s'acquittant des cotisations correspondantes, ne seront pas tenues d'adhérer à l'organisme désigné dans le présent accord tant que ledit contrat sera en vigueur.

Article 12

Clause pour adhésion tardive

En cas d'adhésion intervenant à compter du 1^{er} janvier 2006, ISICA Prévoyance procédera à l'analyse du risque propre à l'entreprise concernée et adaptera, le cas échéant, le montant des cotisations dues par celle-ci afin d'éviter tout déséquilibre éventuel du régime de la garantie inaptitude à la conduite ou au portage.

Article 13

Modalités de dénonciation

Le présent accord pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des parties signataires en respectant un délai de préavis de 3 mois. En cas de dénonciation, l'accord continuera à produire ses effets jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord qui lui sera substitué ou, à défaut, pendant une durée de 1 an, conformément à l'article L. 132-8 du code du travail.

Article 14

Dépôt et extension

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues à l'article L.132-10 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord au ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité, en application des articles L. 133-1 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 2 janvier 2006.

(Suivent les signatures.)